

N°57 Octobre 2002

**Approches géostratégique et économique
de la menace**

Réponses américaines

Michel A. BAILLY

DOCUMENTS DE TRAVAIL

n°57

Octobre 2002

**Approches géostratégique et économique
de la menace
Réponses américaines**

Michel A. BAILLY

Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme
21, quai de la Citadelle 59140 DUNKERQUE (France)
Téléphone : 03.28.23.71.47 – Fax : 03.28.23.71.43 – email : labrii@univ-littoral.fr
Site Web : <http://www-heb.univ-littoral.fr/rii>

APPROCHES GEOSTRATEGIQUE ET ECONOMIQUE DE LA MENACE : REPNSES AMERICAINES

GEOSTRATEGIC AND ECONOMIC APPROACHES OF THE THREAT : AMERICAN ANSWERS

RESUME – En 2001, le *Department of Defense* (DoD) des Etats-Unis a décidé de développer un « système de systèmes », désigné sous le nom de *Ballistic Missile Defense System* (BMDS)¹ destiné à protéger les États-Unis contre une attaque limitée de missiles balistiques provenant d'États incertains et la prolifération des armes de destruction massive. Nous explorerons une approche géostratégique et économique des nouvelles menaces et nous examinerons les réponses américaines qui sont fondées sur la réaffirmation de leur statut d'hyper puissance par la maîtrise technologique face à une absence de réponse européenne.

¹ Le Système de Défense contre les Missiles Balistiques inclut la Défense Nationale Antimissile (NMD) pour protéger le territoire des États-Unis, et la Défense Antimissile de Théâtre (TMD) pour protéger les forces alliées ou amies déployées sur un théâtre d'opérations militaires.

ABSTRACT – In 2001, the *Department of Defense* (DoD) of the United States decided to develop a "system of systems", under the name of *Ballistic Missile Defense System* (BMDS)¹ intended to protect the United States against limited ballistic missile attacks coming from the rogue States and the proliferation of weapons of mass destruction.. We shall investigate a geo-strategic and economic approach of the new threats and we shall also examine the American answers which are based primarily on the reaffirmation of their status of hyper power by their technological supremacy and the absence of European answer.

¹ *Ballistic Missile Defense System* includes *National Missile Defense* (NMD), to protect the United States homeland, and *Theater Missile Defense* (TMD), to protect deployed forces, allies, and friends elsewhere in a theatre of military operations.

**APPROCHES GEOSTRATEGIQUE ET ECONOMIQUE DE LA MENACE :
REPONSES AMERICAINES**

Table des matières

1.	Introduction.	2
2.	Approche géostratégique des nouvelles menaces.....	4
3.	Approche économique des nouvelles menaces.....	10
4.	En guise de conclusions : les réponses américaines.....	17
5.	Bibliographie.....	19

APPROCHES GEOSTRATEGIQUE ET ECONOMIQUE DE LA MENACE : REPONSES AMERICAINES

1. Introduction

La question du bouclier antimissile (National Missile Defense – NMD) mobilise l'essentiel de la réflexion stratégique depuis trois ans. Le président américain, George W. Bush, en a fait sa priorité. **Le projet NMD est un sujet très sensible en raison de ses implications technologiques, industrielles, économiques et stratégiques.**

Il existe aux États-Unis deux programmes de défense antimissile. Le premier est la National Missile Defense (NMD), dont le but est de protéger les 50 États américains des missiles balistiques stratégiques. Le second est la Theatre Missile Defense (TMD), qui a pour objectif d'assurer la sécurité des troupes américaines agissant sur un théâtre extérieur ou des pays alliés des États-Unis contre une attaque au moyen de missiles balistiques tactiques.

Quelles sont les conséquences de la mise en place d'un tel système pour protéger le territoire américain ? Assistera-t-on à un découplage États-Unis/Europe ? Doit-on craindre une reprise de la course aux armements ? L'Europe se préoccupe-t-elle de l'évolution des nouvelles menaces ? Pour protéger l'ensemble de ses territoires face aux nouvelles menaces, l'Union Européenne se dotera-t-elle d'une défense balistique antimissile stratégique autonome ou en coopération avec les États-Unis ? L'Europe veut-elle se doter d'une défense antimissile balistique tactique protégeant ses troupes engagées sur des théâtres extérieurs ? Quels seront les effets sur la dissuasion ? Quel sera le coût d'un tel projet ? L'industrie européenne peut-elle répondre au défi américain ? Y a-t-il un projet politique d'Europe puissance ?

Le projet NMD s'inscrit dans l'orientation stratégique des États-Unis dominée par l'unilatéralisme et la volonté de contrôle du système international par la supériorité technologique, industrielle et économique. Pour les États-Unis, la guerre nucléaire du type « Destruction Mutuelle Assurée » (Mutual Assured Destruction – MAD) demeure « l'impensable », et **la NMD ouvre la voie à un rééquilibrage des politiques de défense en faveur des systèmes défensifs**. La NMD, contrairement à l'opinion la plus répandue, permettra au président George W. Bush d'engager avec la Russie un nouveau dialogue pour réduire de deux tiers les arsenaux nucléaires américain et russe d'ici 2012. La France sera conduite à complètement réexaminer la place qu'elle accorde à la dissuasion nucléaire car elle ne prend pas en compte l'évolution des menaces.

A l'ordre nucléaire de la guerre froide a succédé l'anarchie par la prolifération nucléaire qui constitue de nouveaux dangers. Le facteur nucléaire ne sous-tend plus les relations internationales comme pendant la guerre froide. Face aux nouvelles menaces balistiques, l'arme nucléaire est inappropriée.

Selon le rapport public de septembre 1999 du « *National Intelligence Council* » intitulé « *Foreign Missile Developments and the Ballistic Missile Threat to the United States Through 2015* », il est très vraisemblable qu'au cours des 15 prochaines années, les États-Unis seront confrontés à des menaces de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) provenant de la Russie, de la Chine, et de la Corée du nord, probablement de l'Iran, et peut-être de l'Irak. Ce rapport note également que la prolifération des missiles balistiques à moyenne portée crée une menace immédiate, sérieuse et grandissante pour les forces et les intérêts des États-Unis et de leurs alliés, et a modifié très sensiblement les équilibres stratégiques au Proche-Orient et en Asie. Le fait que certains des pays ayant des programmes de missiles fabriquent également des armes nucléaires, biologiques et chimiques (NBC), et parrainent ou abritent des terroristes montre toute la réalité de cette nouvelle menace.

La menace des missiles et des armes de destruction massive (ADM) est réelle et grandissante.

Si Oussama Ben Laden possédait une arme nucléaire, il ne fait guère de doute qu'il s'en servirait. De même un État « incertain » peut être prêt à se suicider en lançant un missile à charge nucléaire. Un État incertain combine trois caractéristiques susceptibles de nuire à l'efficacité de la dissuasion :

- Un refus du statu quo international
- Un recours à des moyens d'une agressivité particulière, pouvant être qualifiés de criminels – le terrorisme d'État – et comprenant, le cas échéant, le recours à des armes de destruction massive
- Un comportement irrationnel

Une seule frappe de cette nature pourrait tuer des centaines de milliers, voire des millions de personnes aux États-Unis ou en Europe. Si la probabilité d'une telle attaque est inconnue, il est certain que les conséquences en seraient catastrophiques. D'où la haute priorité qui s'attache nécessairement à la mise en place sans délai des moyens de faire face à cette menace nouvelle. Les États-Unis, la Russie et l'OTAN sont favorables à des dispositifs de défense antimissile.

Une défense antimissile pour l'Europe doit être prioritaire, mais quelle organisation industrielle de l'armement faut-il rechercher en Europe après la restructuration à l'échelle européenne des firmes d'armements nationales ? Le rôle prépondérant des facteurs politiques et stratégiques dans l'analyse économique des industries de défense n'est pas facilité par la pratique du secret sur les questions d'armement.

Nous privilégierons l'étude des dépenses et des budgets de défense en Europe et aux États-Unis dans une approche économique. L'Europe peut-elle financer une défense antimissile de son territoire, et a-t-elle une base industrielle de défense et les compétences technologiques pour réaliser ce projet dans un contexte de baisse des budgets de défense ?

Les principales entreprises européennes de défense doivent être considérées comme des « firmes de programmes » qui se sont restructurées au niveau européen mais qui doivent être consolidées par un projet européen de défense antimissile stratégique. Une défense antimissile européenne doit être la pièce maîtresse d'un nouveau dispositif stratégique européen : la défense préventive.

Ce document de travail n'est qu'une première étape dans une réflexion approfondie de mes recherches sur le projet de bouclier antimissile américain, son coût et ses implications économiques et industrielles pour l'Europe.

Nous soutenons la nécessité d'un projet européen de bouclier antimissile qui sera un défi industriel et économique pour l'Europe face à la doctrine stratégique des États-Unis et un facteur de consolidation d'une Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) européenne. Dans ce contexte, la prise en compte des variables historique et politique est jugée de première importance. Face au « facteur menace » et son impact sur l'évolution et la perspective des dépenses militaires et d'armement, les défis technologiques du programme de défense antimissile, le comportement des firmes d'armement européennes et américaines qui sont au confluent des aspects politiques et budgétaires, **la différence essentielle entre la croissance américaine et celle de l'Europe est la suivante : la première est mue par une logique « schumpétérienne » ; la seconde est fondée sur une logique « smithienne ».** La logique « schumpétérienne » est portée par un renouvellement constant des technologies. La logique « smithienne » indexe la propriété d'une économie à la taille des marchés.

2. Approche géostratégique des nouvelles menaces

Après la publication à l'été 1998 du rapport Rumsfeld mentionnant la possibilité pour certains « *rogue States*¹ » de disposer de missiles balistiques pouvant atteindre les États-Unis, le Congrès américain (à majorité républicaine) a adopté (à 97 voix contre 3) en juillet 1999 le « *National Missile Defense Act* » obligeant l'administration à développer un système antimissile balistique pour protéger l'intégralité du territoire des États-Unis (Alaska et Hawaii compris). Ce texte stipulait clairement que « *la politique des États-Unis était de déployer, dès que cela serait possible d'un point de vue technologique, un système de défense nationale antimissile efficace capable de défendre le territoire des États-Unis contre une attaque limitée de missiles balistiques* ». Il a été signé par le président Clinton malgré les réticences de l'administration consciente des difficultés que cela entraînerait avec la Russie au sujet du traité ABM. Cette décision relative à la défense du territoire américain (NMD) complète d'autres décisions prises quant au développement de programmes de défense antimissile de théâtre (TMD).

¹rogue States : il n'existe pas d'exact équivalent en français comme en atteste la multiplicité des traductions utilisées : Etats voyous, Etats truands, Etats perturbateurs, Etats incertains, Etats trublions, Etats irrationnels, Etats hors-la-loi ou encore Etats parias ont été exclus du langage diplomatique américain en juin 2000, pour être remplacés par Etat source d'inquiétude (State of concern).

Isolés par les océans, les Américains n'ont jamais perçu de réelle menace sur leur territoire avant le développement des ICBM soviétiques. Cet événement a été à l'origine du concept de dissuasion nucléaire réciproque (*Mutual Assured Destruction - MAD*), puis d'une course aux armements stratégiques, avant qu'une série d'accords de contrôle et de réduction des armements stratégiques (SALT et START) ne vienne « calmer le jeu ». Mais il existe maintenant aux États-Unis un réel sentiment de vulnérabilité vis-à-vis des États « trublions » dont les dirigeants seraient insensibles à la logique de la dissuasion nucléaire. Or les moyens de faire face à une menace de cette nature, bien sûr limitée en volume, leur paraissent à portée de main, et l'opinion publique outre-Atlantique surtout depuis le mardi 11 septembre 2001, **ne veut à aucun prix dépendre d'une quelconque communauté internationale pour sa protection**. Le vecteur utilisé le 11 septembre 2001 n'était rien d'autre qu'un avion de ligne, transformé en missile de destruction. Cette agression avait pour objectif d'offenser les États-Unis à travers les symboles de son hégémonie économique (le World Trade Center), militaire (le Pentagone) et politique (la Maison Blanche).

D'une manière générale, la menace NBC (nucléaire, biologique et chimique) est prise très au sérieux aux États-Unis. L'inquiétude est largement amplifiée par le développement balistique constaté chez les États « trublions », même si l'on reconnaît que les menaces biologique et chimique sont plutôt de nature terroriste, ce qui d'ailleurs a conduit les États-Unis à lancer de très importants programmes de protection des populations. Dès lors, une protection antibalistique du territoire (NMD) apparaît comme un utile complément. Mais qui est concerné en réalité ? Sont ainsi pointés du doigt : la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak, mais aussi (bien que plus rarement), la Libye, la Syrie, Cuba, l'Inde, le Pakistan ... Depuis 1980, les missiles balistiques ont été utilisés dans six conflits régionaux. Pendant la guerre du Golfe, 28 militaires américains ont été tués suite à une attaque de missiles Irakiens.

Depuis 1997, de nombreux événements sont venus renforcer la volonté américaine de construire une défense antimissile. L'année 1998 a constitué un véritable tournant dans l'appréciation américaine de la menace. En 1998, le Pakistan et l'Inde procèdent à des essais de leurs missiles balistiques de moyenne portée Ghauri et Agni, respectivement les 6 et 12 avril. Un mois plus tard, les 11 et 13 mai, l'Inde teste avec succès l'arme nucléaire. Les 28 et 30 mai suivants, le Pakistan teste à son tour l'arme nucléaire. Enfin en août, l'Iran teste son missile balistique Shahab-3 d'une portée d'environ 1000 kilomètres. Ces essais ne pouvaient naturellement qu'accroître le sentiment d'insécurité américain.

Dans son discours sur l'État de l'union prononcé le 30 janvier 2002, le Président George W. BUSH s'est engagé à recentrer la lutte contre le terrorisme sur « l'axe du mal » formé par l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. Il a décrit ces pays de la façon suivante : *« La Corée du Nord a un gouvernement qui s'équipe de missiles et d'armes de destruction massive tout en affamant sa population. L'Iran s'emploie activement à fabriquer de telles armes et exporte le terrorisme, tandis qu'une minorité non élue étouffe l'espoir de liberté du peuple iranien. L'Irak continue à afficher son hostilité envers les États-Unis et à soutenir le terrorisme... De tels États constituent, avec leurs alliés terroristes, un axe maléfique et s'arment pour menacer la paix mondiale. Nous n'attendons pas que des incidents surviennent alors que le danger s'accroît... Les États-Unis d'Amérique ne permettront pas aux gouvernements les plus dangereux du monde de nous menacer avec les armes les plus destructives du monde. »*

Le National Intelligence Estimate (NIE), analyse nationale des renseignements réalisée tous les ans par les États-Unis, qui porte sur les développements dans le domaine des missiles balistiques et les menaces potentielles jusqu'en 2015, a désigné la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak comme les pays les plus susceptibles d'acquérir une capacité en matière de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM).

La menace nord-coréenne n'est plus hypothétique et n'est plus contestée par la plupart des experts. La Corée du Nord et l'Irak ont déjà expérimenté des fusées d'une portée de 1800 à 2000 km, et l'Irak s'y emploie.

La Corée du Nord, l'Irak et l'Iran qui travaillent sur des projets de missiles intercontinentaux seront en mesure d'atteindre le territoire des États-Unis à partir de 2005, selon les services de renseignement américains. La Corée du Nord met au point le Taepo Dong 2, ICBM qui devrait pouvoir emporter une charge de la taille d'une arme nucléaire de plusieurs centaines de kilogrammes sur 10 à 15 000 kilomètres. La Corée du Nord est devenue un important pourvoyeur de technologie en matière de missiles pour l'Irak et le Pakistan. L'Iran a mis au point son missile balistique à portée intermédiaire (MRBM, 1500 kilomètres), le Shahab-3, conçu sur le modèle du MRBM No Dong nord-coréen qui, selon le NIE, pourrait être utilisé en cas de conflit. L'Iran poursuit le développement d'un lanceur ICBM (Shahab-4 et Shahab-5) basé sur les Taepo Dong 1 et Taepo Dong 2 nord-coréens.

Les ICBM iraniens devraient être prêts pour les essais en vol début 2005. La Corée du Nord, l'Irak et l'Iran s'équipent actuellement d'armes de destruction massive, essentiellement dans le but de réduire ou de neutraliser la puissance militaire des États-Unis dans leurs régions respectives. Dès 1992, l'AIEA a noté que la production par la Corée du Nord de plutonium utilisable pour armes nucléaires était excédentaire. C'est pourquoi ils voient dans les défenses stratégiques antimissile un moyen de contrecarrer les avantages asymétriques que les « États voyous » espèrent obtenir en procédant à un tir limité de missiles balistiques. Le concept d'asymétrie doit être distingué de celui de dissymétrie. Ce dernier indique une différence quantitative entre les forces ou la puissance des belligérants : un État fort face à un État faible, les États-Unis face à l'Irak par exemple. L'asymétrie, en revanche, souligne les différences qualitatives dans les moyens employés et dans les valeurs.

Les ICBM iraniens devraient être prêts pour les essais en vol début 2005. La Corée du Nord, l'Irak et l'Iran s'équipent actuellement d'armes de destruction massive, essentiellement dans le but de réduire ou de neutraliser la puissance militaire des États-Unis dans leurs régions respectives. Dès 1992, l'AIEA a noté que la production par la Corée du Nord de plutonium utilisable pour armes nucléaires était excédentaire. C'est pourquoi ils voient dans les défenses stratégiques antimissile un moyen de contrecarrer les avantages asymétriques que les « États voyous » espèrent obtenir en procédant à un tir limité de missiles balistiques. Le concept d'asymétrie doit être distingué de celui de dissymétrie. Ce dernier indique une différence quantitative entre les forces ou la puissance des belligérants : un État fort face à un État faible, les États-Unis face à l'Irak par exemple. L'asymétrie, en revanche, souligne les différences qualitatives dans les moyens employés et dans les valeurs.

Il se pose aussi le problème d'un tir accidentel ou non autorisé d'un missile russe ou français. La structure de commandement et de conduite des opérations des forces stratégiques de la Russie et de la France ne cesse de s'affaiblir. Selon Bruce Blair, spécialiste des forces nucléaires russes, celles-ci « *sont de moins en moins à l'abri d'un accident, à mesure que les capacités militaires de la Russie s'effritent et que ses moyens d'alerte rapide et de contrôle du complexe nucléaire se détériorent* ». De surcroît, la Russie continue de tester et de développer le SS-27. Les forces nucléaires russes, malgré l'accident du Kursk demeurent aujourd'hui la partie de l'arsenal de l'ex-Union Soviétique la plus fonctionnelle et la plus opérationnelle. La Russie possède environ 7 000 têtes nucléaires stratégiques, et demeure la deuxième puissance nucléaire du monde.

La possession de l'arme nucléaire est probablement l'un des seuls éléments qui font qu'aujourd'hui, la Russie est encore considérée comme une grande puissance. Pour la France,

beaucoup d'experts américains estiment que le CEA ne peut plus garantir au Président de la République Française la fiabilité de nos futurs armes nucléaires (M51 en remplacement de M45) compte tenu de l'arrêt prématuré de nos essais nucléaires dans le Pacifique. La banque de données française ne compte que 162 essais nucléaires alors que celle des États-Unis, plus de 1000. Notre perte de crédibilité est accentuée par la possession de deux types de composantes nucléaires contre 16 aux États-Unis. La dissuasion nucléaire française n'est plus en mesure de recouvrir le plus grand nombre d'hypothèses possibles. Les quatre SNLE seront équipés de missiles M51 longue portée munis de nouvelles têtes nucléaires issues de la simulation.

La NMD vise en réalité à affaiblir, voir à neutraliser le potentiel de dissuasion nucléaire de la Russie. A l'appui de cette thèse, experts indépendants et officiels russes rappellent qu'une importante station radar pouvant être intégrée à un système antimissile est en voie de construction près de la ville norvégienne de Vardo, à quelques dizaines de kilomètres des principales bases de la flotte du Nord.

Plus généralement, ils estiment que le projet NMD participe d'une politique cohérente visant à assurer la suprématie militaire dans tous les domaines aux États-Unis.

Le *Strategic Assessment (SA) 1997*, nous apprend que les « *compétiteurs régionaux* » ou rivaux de même niveau (« *theater peer ou Peer Competitor* »), autrement dit la Russie et la Chine, ne peuvent pas se permettre de défier globalement les USA mais plutôt sur des scènes régionales. Tout indique, selon le SA 1997, que ces pays vont tenter une stratégie « *de compétition de faible intensité* » pour réduire l'influence américaine dans les régions qu'ils considèrent sous leur sphère d'influence. Ce document estime que « *les compétiteurs régionaux potentiels constituent des menaces bien plus provocantes que celles posées par les régimes criminels* ». La première zone extérieure qui sera protégée par une défense antimissile de théâtre (TMD) serait Taiwan, de manière à empêcher la Chine d'en prendre le contrôle. Il en irait de même pour les bases aériennes et aéroterrestres américaines établies au Kirghizstan et en Ouzbékistan, de façon « *durable* », si l'on en croit Monsieur Donald RUMSFELD.

Le *Strategic Assessment 1998*, constate que « **la prolifération par les États voyous sera une menace dominante pour les intérêts des États-Unis dans le courant de la prochaine décennie** ». « *La prolifération des armes de destruction massive par les États voyous et les groupes terroristes, ainsi que l'émergence de la Chine en tant que puissance de portée mondiale, seront les deux défis dominants auxquels seront confrontés les États-Unis vers 2018* ». Ce document mentionne que : « *Comme les criminels de droit commun varient sur une échelle de conduites illégales, il en est de même des États voyous* ». Il est ainsi question de « *voyous à temps partiel* », comme la Serbie... Ou encore : *l'Iran « pourrait évoluer, d'un statut à plein temps, à celui de voyou à temps partiel »*.

Les États-Unis sont particulièrement vulnérables à cette évolution stratégique nouvelle. Le rapport Rumsfeld sur l'évaluation de la menace balistique à l'encontre des États-Unis l'indique clairement : « *Les capacités émergentes des pays dotés de missiles balistiques ne sauraient atteindre celles des systèmes américains du point de vue de la précision ou de la fiabilité. Toutefois, ces pays seraient capables d'infliger des destructions majeures aux États-Unis dans un délai de cinq ans environ après l'intervention d'une décision d'acquiescer de telles capacités* ».

Particulièrement préoccupants sont les États qui font preuve d'une hostilité tenace à l'égard des États-Unis – Corée du Nord, Irak, et Iran. En août 1998, la Corée du Nord a testé un engin

balistique à trois étages, de type Taepo-Dong 1, capable non seulement d'atteindre dans un proche avenir le territoire américain avec une tête nucléaire, mais aussi de l'atteindre dès aujourd'hui avec une tête chimique ou biologique légère. Tout aussi préoccupant est le fait que l'Iran mette actuellement au point un missile balistique intercontinental (ICBM) à trois étages, de type Taepo-Dong 1 ou Taepo-Dong 2 à trois étages. Selon le rapport du *National Intelligence Council*, réalisé en 1999, « *l'Irak pourrait tester un ICBM de type nord-coréen capable d'atteindre le territoire des États-Unis avec une charge de plusieurs centaines de kilos dans la seconde moitié de la décennie, selon le niveau de l'assistance étrangère* ».

On assiste à une double prolifération avec de nombreux transferts dans les domaines balistiques et nucléaires. **La Chine et l'ex-URSS sont les deux principaux proliférants.**

D'OU PEUT VENIR LA MENACE ?

PAYS	MISSILES	ORIGINE	PORTEE (km)	ECP (m)	CHARGE UTILE (kg)
EGYPTE	Frong-7	URSS	64	400	500
	Scud-B	URSS	300	900	500/1 000
	Badr-2000	Egypte/Argentine	800/960	700	500
	Sakr-80	Egypte	80	?	?
IRAN	Scud-B	URSS	300	900	500/1 000
	Oghab	Iran	40	?	?
	Iran 130	Iran/Chine	130	?	?
	Scud-C	URSS	500	?	?
	Shahab	Iran	1300*	?	?
	Taepo-Dong 1	Corée du Nord	2 000	?	?
	Taepo-Dong 2	Corée du Nord	6000*	?	?
IRAQ	Scud-B	URSS	300	900	500/1 000
	Al Hussein	Scud-B modifié	600	?	?
	Al Abbas	Scud-B modifié	9 000	4 000	200
	Frog-7	URSS	64	400	500
	Badr-2000	Egypte/Argentine	800/960	700	500
	SS 12	URSS	1 000	700	500
ISRAEL	Jéricho 2	Israel	1 440	?	100
	Lance	US	125	350	300
KOWEIT	Frog-7	URSS	64	400	500
LIBYE	Frog-7	URSS	64	400	500
	Scud-B	URSS	300	900	500/1 000
	SS 12	URSS	1 000	700	500
	Al Fatah	?	300	?	?
	Nodong	Corée du Nord	1 300	?	?
	SS 12	URSS	1 000	?	500
YEMEN	Scud-B	URSS	300	700	500/1 000
	C55-2	Chine	2 560	900	2 200
ARABIE SAOUD.	C55-2	Chine	2 560	900	2 200
SYRIE	Frog-7	URSS	64	2 200	500
	Scud-B	URSS	300	400	500/1 000
	Scud-C	URSS	500	900	?
	SS-21	URSS	120	?	500
	M9	Chine	600	300	?
	C55-(famille)	Chine	100/9 600	600	?
CHINE	CSS4	Chine	13 000	?	?
	DF-31		8000*	?	?
	DF-31		8000*	?	?
INDE	Frog-7	URSS	64	?	500
	Prithvi	Inde	240	400	?
	Agni	Inde	2 400		1 000
PAKISTAN	King Hawk-Helf2	Pakistan.Chine	290	?	500
	Ghauri	Pakistan	1 300	?	?
	Shaheen I	Pakistan	750*	?	?
	Shaheen II	Pakistan	2000*	?	?
COREE DU NORD	Frog-7	URSS	64	?	500
	Scud-B	URSS	300	400	500/1 000
	No Dong	Corée du Nord	1 300	900	?
	Taepo-Dong 1	Corée du Nord	2 000	?	?
	Taepo-Dong 2	Corée du Nord	6000*	?	?
COREE DU SUD	SSM	Corée du Sud	260	?	?
ARGENTINE	Condor	Argentine	100	?	?
	Condor II	Argentine	800/960	?	500
BRESIL	Famille MD/EE	Brésil	150/1 200	700	100
CUBA	Frog-7	URSS	64	400	500

*=à venir

Sources : « Proliferation : Threat and Response », Office of Secretary of Defense (janvier 2000) ; « Weapons of Mass Destruction Center » OTAN

Cela tient à un facteur simple et qui est universellement valable : le nucléaire offre le meilleur rapport entre l'investissement et l'efficacité militaire.

En 1987, l'accord signé entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France) sur le contrôle des exportations des technologies balistiques (Missile Technology Control Regime –MTCR), n'a pas empêché vingt-huit nations de disposer de cette technologie.

Les phénomènes de prolifération balistique se manifestent selon trois modes différents. Ils peuvent tout d'abord se traduire par une coopération, une assistance technique ou par des ventes de missiles entre les pays. C'est le cas par exemple du missile Shahab-3, dérivé du missile No-dong nord-coréen. Ils peuvent ensuite avoir pour origine la Chine ou la Russie et être destinés à la Corée du Nord, l'Iran ou l'Irak. La Corée du Nord a ainsi bénéficié de l'aide russe pour la conception du missile No-dong, dérivé des missiles SS-N-4 et SS-N-5. Le missile iranien Shahab-4, qui est en développement, est quant à lui basé sur la technologie du missile russe SS-12. Enfin, la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak peuvent aider des pays tiers comme la Syrie, la Libye, le Pakistan ou l'Egypte, qui constituent également pour les Etats-Unis, des menaces potentielles. A ce titre, notons que le missile pakistanais Ghauri est une version du missile nord-coréen No-dong, et que la Corée du Nord a vendu de nombreux missiles Scud C à la Syrie. Enfin, à la fin du mois d'août 1998, la Corée du Nord lance un engin tri-étage dérivé du missile balistique Taepo-dong au dessus du Japon. Cet essai nord-coréen a été qualifié par des experts américains de « *tir de validation du rapport Rumsfeld* ».

Ces événements ont joué un rôle majeur dans la détermination du Président George W. Bush pour déployer une défense antimissile. Ils ont renforcé l'aspiration historique des Etats-Unis à assurer l'invulnérabilité de leur territoire au moyen d'une défense antimissile nationale, et donné une justification supplémentaire aux programmes de défense antimissile de théâtre, destinés à protéger d'une part les alliés des Etats-Unis (Japon, Israël, Europe), et d'autre part les troupes américaines déployées sur des théâtres extérieurs. Pour le Président George W. Bush, le traité ABM n'a plus d'utilité réelle car : « *Ce traité ignore les avancées fondamentales que la technologie a faites au cours des trente dernières années. Il nous interdit d'explorer toutes les options permettant de nous défendre contre les menaces qui pèsent sur nous, sur nos alliés et sur d'autres pays* ».

Pour les Etats-Unis, la simple possession de missiles balistiques par des Etats hostiles ou la volonté de les posséder constitue une menace et un risque à ne pas courir.

3. Approche économique des nouvelles menaces

Il est révélateur de constater que la plupart des sources documentées sur la menace publiées dans la presse ouverte sont d'origine américaine tandis qu'aucun pays européen ne communique de telles informations à son opinion publique.

Nous pouvons définir les menaces comme croisements d'intentions négatives et de moyens efficaces de destruction. C'est une appréciation trop subjective intégrant la probabilité d'intentions agressives. Une menace potentielle réelle est le croisement de la possession simultanée de vecteurs balistiques et d'armes de destruction massive quelque soit la nature de ces charges. Les charges peuvent être conventionnelles, nucléaires, chimiques ou biologiques. Le missile balistique n'est une menace que s'il a la possibilité d'emporter une charge utile

dont l'efficacité sera inacceptable pour l'adversaire. Non seulement l'Europe est à la portée de tous les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et missiles balistiques lancés de sous-marins (SLBM) comme les Etats-Unis, mais elle est aussi accessible à tous les missiles balistiques de portées moyennes (MRBM) et intermédiaires (IRBM), ce qui n'est pas le cas des Etats-Unis.

Ballistic Missile Category	Maximum Range
Short-range ballistic missile (SRBM)	<1,000 km (621 mi)
Medium-range ballistic missile (MRBM)	1,000-3,000 km (621-1,864 mi)
Intermediate-range ballistic missile (IRBM)	3,000-5,500 km (1,864 - 3,418 mi)
Intercontinental ballistic missile (ICBM)	>5,500 km (3,418 mi)
Submarine-launched ballistic missile (SLBM)	Any ballistic missile launched from a submarine, regardless of maximum range

La protection du territoire européen est donc encore plus complexe que la protection du territoire américain. Traduit en termes de distances géographiques, il faut que les Nord Coréens aient des missiles ICBM de 8500 km de portée pour atteindre Seattle ou Paris et de 11500 km pour atteindre Washington.

Caractéristiques des ICBMs

Missiles	Country	No. of Stages	Warheads per Missile	Booster Propellant	Deployment Mode	Maximum Range* (miles)	No. of Launchers
SS-18 Mod 4	Russia	2 + PBV	10	Liquid	Silo	5,500+	180 (total for Mods 4 and 5)
SS-18 Mod 5	Russia	2 + PBV	10	Liquid	Silo	6,000+	
SS-19 Mod 3	Russia	2 + PBV	6	Liquid	Silo	5,500+	150
SS-24 Mod 1	Russia	3 + PBV	10	Solid	Rail-mobile	5,500+	36
SS-24 Mod 2**	Russia	3 + PBV	10	Solid	Silo	5,500+	10
SS-25	Russia	3 + PBV	1	Solid	Road-mobile	7,000+	360
SS-27	Russia	3 + PBV	1	Solid	Silo and road-mobile	7,000+	20
New ICBM***	Russia	Undetermined	Undetermined	Solid	Silo and/or mobile	5,500+	Not yet deployed
CSS-3	China	2	1	Liquid	Silo and transportable	3,400+	Fewer than 25
CSS-4 Mod 1	China	2	1	Liquid	Silo	8,000+	About 20 (total for Mods 1 and 2)
CSS-4 Mod 2	China	2	1	Liquid	Silo	8,000+	
DF-31	China	3	1	Solid	Road-mobile	4,500+	Not yet deployed
New ICBM***	China	3	1	Solid	Mobile	7,000+	Not yet deployed
Taepo Dong 2***	North Korea	2	1	Liquid	Undetermined	3,400+	Not yet deployed

Source : National Air Intelligence Center 2002

Ce tableau montre que les Etats-Unis souhaitent se protéger aussi contre les missiles balistiques intercontinentaux que la Corée du Nord réalisera dans un proche avenir (2 à 5 ans). En effet, la portée d'un missile, c'est-à-dire la distance maximale que peut franchir le missile balistique, ne s'atteint que progressivement. Aucun pays n'a mis au point un missile balistique intercontinental du premier coup. Compte tenu des moyens d'observation satellitaire des Etats-Unis, il est possible de suivre sans difficulté les progrès effectués par la Corée du Nord et de déterminer approximativement la date de réalisation de leurs futurs missiles intercontinentaux.

L'Iran devra disposer de missiles ayant une portée de 10000 km pour représenter un danger pour les Etats-Unis, alors que Paris est à une distance d'environ 3500 km de l'Iran. Pour les capitales européennes, les distances s'échelonnent entre 1500 et 5000 km. L'Europe est donc en première ligne face aux missiles de type SRBM et IRBM.

Si on considère tous les pays proliférants comme des adversaires possibles de l'Europe la protection des 400 millions d'Européens et potentiellement des 500 millions d'Européens après l'élargissement s'avère extrêmement complexe compte tenu de la très grande variété du spectre des trajectoires possibles.

Caractéristiques des MRBMs et IRBMs

Missiles	Country	No. of Stages	Propellant	Deployment Mode	Maximum Range (miles)	No. of Launchers*
CSS-2	China	1	Liquid	Transportable (limited mobility)	1,750	Fewer than 50
CSS-2**	Saudi Arabia (Chinese-produced)	1	Liquid	Transportable (limited mobility)	1,500+	Fewer than 50
CSS-5 Mod 1	China	2	Solid	Road-mobile	1,100+	Fewer than 50
CSS-5 Mod 2	China	2	Solid	Road-mobile	1,100+	Fewer than 50
No Dong	North Korea	1	Liquid	Road-mobile	800	Fewer than 50
Taepo Dong 1***	North Korea	2	Liquid	Undetermined	1,250+	Not yet deployed
Agni II	India	2	Solid	Mobile	1,250+	Not yet deployed
New IRBM****	India	2	Solid	Mobile	2,000+	Not yet deployed
Ghauri	Pakistan	1	Liquid	Road-mobile	800	Not yet deployed
Shaheen II	Pakistan	2	Solid	Road-mobile	1,250+	Not yet deployed
New MRBM****	Pakistan	Undetermined	Undetermined	Undetermined	1,500+	Not yet deployed
Shahab 3	Iran	1	Liquid	Road-mobile	800	Not yet deployed
Shahab 4****	Iran	Undetermined	Liquid	Undetermined	1,200+	Not yet deployed
Shahab 5****	Iran	Undetermined	Undetermined	Undetermined	Undetermined	Not yet deployed

Source : National Air Intelligence Center 2002

Le périmètre géostratégique de l'Europe est en pleine mutation. La construction en marche de l'Europe politique à quinze, à dix neuf, et qui sait, à vingt cinq ou vingt huit, va repousser les frontières purement nationales, entraîner de nouvelles responsabilités et donc faire surgir de nouvelles menaces. Avec la Pologne, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, la Roumaine ou la Bulgarie, l'Europe se rapprocherait un peu plus de la Russie et, avec la Turquie, Malte ou Chypre, du Moyen-Orient. Conformément à cette logique de coalition, chaque membre devra, plus encore que par le passé, défendre ses partenaires partout où leurs intérêts seront menacés, y compris sur les territoires d'outre-mer.

L'Europe a tendance à minimiser toutes les nouvelles menaces alors même qu'elle se trouve à une distance plus faible des états trublions ou voyous que les Etats-Unis. Par rapport aux Etats-Unis, les Européens sont surexposés aux arsenaux nucléaires des « Etats incertains » et de la Russie. L'Europe est beaucoup plus directement exposée à la menace d'une attaque balistique de l'Iran ou de l'Irak que ne le sont les Etats-Unis. **Pourtant l'Union Européenne cherche à se soustraire aux nouvelles menaces par d'autres moyens et notamment par la diplomatie et la conclusion de projets commerciaux avec les états trublions.** C'est une riposte inadaptée à l'évolution de la menace. Mais la situation serait encore plus grave si les Européens souhaitaient que les Etats-Unis restent vulnérables à de prochaines attaques de missiles, tout en comptant sur les Américains pour remplir leurs engagements militaires comme par le passé, en cas d'une future attaque par des missiles du territoire européen. **L'Europe ne doit pas affaiblir la sécurité des Etats-Unis par une politique de « l'autruche » chez-elle. En temps de paix, il est difficile d'expliquer pourquoi il est nécessaire d'investir dans des systèmes d'armes très coûteux.**

Si l'Europe renonce à sa souveraineté et à sa sécurité, il est indispensable pour les Etats-Unis de développer une NMD contre les menaces balistiques émergentes, préalable indispensable à une extension de cette nouvelle forme de dissuasion à l'Europe. On ne peut pas anéantir un

pays avec l'arme nucléaire parce qu'il nous a envoyé un Scud. Les Européens doivent prendre conscience qu'ils ont davantage à gagner qu'à perdre à être protégés par une Défense Balistique Stratégique Européenne (DBSE).

On pourrait penser que le 11 septembre 2001 marque l'échec des moyens de dissuasion traditionnels. Les attentats terroristes contre le *World Trade Center* et le Pentagone ont été, en réalité, une attaque utilisant un vecteur de destruction civil : un avion commercial rempli de gazole, qui a tué des milliers de personnes. Les moyens particuliers utilisés ici ne doivent pas masquer la signification profonde de cet événement : des terroristes ont entrepris une opération peu sophistiquée et remarquablement coordonnée qui s'est traduite par des dommages massifs. Dans ce nouveau contexte, il serait irresponsable de supposer que les missiles balistiques – qui sont des armes fondées sur des technologies vieilles de plus de 50 ans – seront exclus automatiquement de l'arsenal des réseaux et des Etats Terroristes.

Une menace balistique de moyenne et longue portée sur l'Europe, vraisemblablement chimique, biologique ou nucléaire est réelle. Pourrait-on réellement se protéger contre cette menace ? Beaucoup de pays cherchent à acquérir des ADM pour rehausser leur prestige, satisfaire leur volonté de puissance, leur désir d'indépendance, et assurer la sécurité de leurs intérêts vitaux. Les vecteurs balistiques associés aux ADM constituent des leviers politiques pour affaiblir les rivaux.

La Chine et la Russie sont encore, mais surtout ont été, de grands fournisseurs de biens sensibles, mais il semble qu'elles soient aujourd'hui beaucoup plus que par le passé, prudentes dans les domaines nucléaire et balistique.

Vu du monde occidental, la prolifération apparaît comme une conjuration de pays proliférants au point qu'il se dégage nettement des réseaux d'échanges avec leurs intermédiaires (la Corée du Nord dans les échanges sino-pakistanaïens, par exemple) et trois arcs majeurs de prolifération qualifiés respectivement d'arc islamique (pays musulman entre eux), d'arc anti-occidental (Chine-Corée vers le Moyen-Orient) et d'arc terroriste auquel la Russie sert, plus ou moins malgré elle, de plaque tournante.

En dépit des risques encourus, les pays industrialisés du monde occidental ont largement contribué et contribuent encore, même si c'est dans une moindre mesure, à l'équipement des pays proliférants dans les domaines des hautes technologies à double usage et des connaissances théoriques « sensibles » (spatial, télécommunications, électronique, informatique), des matériels nécessaires à la construction d'usines de pesticides, de précurseurs ou d'agents pathogènes.

Le domaine du nucléaire concentre à lui seul presque toutes les caractéristiques de la problématique des transferts sensibles de sorte que l'on peut presque intégralement transposer ce qui se passe dans le nucléaire aux domaines biologiques et chimiques (pays proliférants et pays proliférateurs, mobiles de la prolifération, flux, sont pratiquement identiques).

Le durcissement progressif des contrôles des transferts sensibles dans le domaine nucléaire a contribué à déplacer le problème vers le biologique et le chimique. Le seul constat de l'état d'une menace à un instant donné ne suffit pas. Il faut aussi se préoccuper de son potentiel d'évolution. Entrer dans cette problématique est un exercice encore plus difficile et périlleux que celui de l'évaluation de la menace actuelle parce qu'il faut projeter dans l'avenir les potentiels existants. Beaucoup de pays cherchent à acquérir des ADM pour rehausser leur prestige, satisfaire leur volonté de puissance, leur désir d'indépendance, et assurer la sécurité de leurs intérêts vitaux.

Le projet américain de bouclier antimissile est sans aucun doute le détonateur de la plus grande crise géoéconomique de ce début siècle. Le projet de BMDS s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large que le combat contre les nouvelles menaces provenant des Etats-voyous. Il s'agit aussi d'exporter le modèle économique américain (libre-échange, ouverture des marchés) dans le monde musulman dont les idéologies favoriseraient le terrorisme. Le Fonds Monétaire International (FMI) force l'ensemble des pays à adopter le modèle économique néolibéral exigé par les investisseurs américains. Sont définis comme Etats-voyous par les Etats-Unis ceux qui ne respectent pas les droits de l'homme, ceux qui sont déterminés à acquérir des armes de destruction massive et qui soutiennent le terrorisme, et aussi selon Monsieur George W. BUSH dans une déclaration à Washington devant le congrès américain le 20 septembre 2002, « *ceux qui haïssent les Etats-Unis et tous ce qu'ils représentent* ».

L'Irak et la Corée du Nord sont directement visés. La guerre préventive contre l'Irak, qui fait partie de l' « *axe du mal* », a aussi pour objectif de contrôler la deuxième réserve pétrolière du monde identifiée (environ 112 milliards de barils) et d'explorer les 220 milliards de barils de ressources non encore découvertes (source : Energy Information Administration des Etats-Unis). Un état irakien démocratique, contrôlé comme au Pakistan par les Etats-Unis, ouvert aux investissements occidentaux, pourrait produire 6 millions de barils/jour dans environ 5 ans, alors que pour l'année 2001 ses exportations n'ont atteint en moyenne qu'un million de barils/jour.

L'Iran, troisième Etat du l' « *axe du mal* », n'est plus considéré comme Etat-voyou à temps complet. Dans le scénario d'une guerre préventive contre l'Irak, l'Iran avec ses 100 milliards de réserves de bruts connues deviendrait une vraie puissance régionale. L'Arabie Saoudite ne serait plus le premier exportateur mondial de pétrole et perdrait son leadership sur l'OPEP. Le pétrole est le premier enjeu d'une intervention préventive en Irak. R. James WOOLSEY, ancien directeur de la CIA, vient de déclarer au Washington Post : « *la France et la Russie ont des compagnies pétrolières impliquées en Irak. Donc, elles doivent comprendre que, si elles contribuent à aider l'Irak à doter d'un gouvernement acceptable, nous ferons tout notre possible pour veiller à ce que le nouveau gouvernement et les compagnies américaines travaillent en étroite collaboration avec elles.* »

Peter BERGEN, dans son livre *Holy War Inc.* (éditions Free Press, New York), cite Oussama Ben Laden : « *L'effondrement de l'Union soviétique a rendu les Etats-Unis plus hautains, et ils ont commencé à se considérer comme les maîtres de ce monde en établissant ce qu'ils appellent un nouvel ordre mondial (...). Aujourd'hui, les États-Unis ont un double langage, appelant terroriste quiconque va à l'encontre de leur injustice. Ils veulent occuper nos pays, voler nos ressources, imposer leurs agents pour nous diriger (...) et ils veulent que nous soyons d'accord.* » Ses paroles trouveront un écho auprès des personnes sensibles à la question de la pureté religieuse et culturelle de l'Islam, qui n'accepteraient jamais que le sol de l'Arabie Saoudite soit souillé par la présence permanente de militaires américains.

Selon Peter HOOPER, économiste en chef de la Deutsche Bank, chaque hausse d'un dollar se traduit par une dépense supplémentaire pour les Etats-Unis de 12 milliards de dollars sur 12 mois. Si on retient cette hypothèse, le doublement du prix du baril de septembre 2001 à octobre 2002 a coûté aux Etats-Unis plus de 150 milliards de dollars. Lawrence LINDSEY, le principal conseiller économique de George BUSH a déclaré qu'une guerre préventive en Irak coûterait selon la durée entre 100 et 200 milliards de dollars. Une analyse coût bénéfice stricte montre l'intérêt économique des États-Unis. Le conflit en Afghanistan a coûté 10 milliards de dollars à fin septembre 2002, mais depuis cette intervention, les industriels américains de

l'armement remportent tous les appels d'offres du monde tout en étant plus chers que les concurrents européens. Le gouvernement australien vient de choisir le nouvel avion furtif « Joint Strike Fighter » de Lockheed Martin au détriment de Dassault (100 avions de chasse pour un montant de 6 milliards de dollars avec livraison en 2015). La Corée du Sud vient d'acheter 40 chasseurs F15K à Boeing au détriment de Dassault. Les états acheteurs préfèrent payer le prix fort pour acquérir la technologie de l'hyper puissance américaine plutôt qu'un prix plus attractif à une puissance de second rang comme la France.

Dans un document intitulé « Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique » publié suite au discours de Monsieur George W. BUSH, il est expliqué que les Etats-Unis « *souhaitent dissuader toute concurrence militaire et qu'ils ne laisseront pas se développer une puissance militaire hostile* ». Selon Washington, la Chine aurait plus intérêt à consacrer ses ressources financières au développement de l'économie de marché, à la démocratisation de son système politique qu'à renforcer ses capacités militaires. Le document *Joint Vision 2020* émanant du Pentagone, dont une version a été publiée en juin 2000, désigne clairement la Chine comme futur adversaire et compétiteur de même niveau à l'horizon 2015. Monsieur George W. BUSH a qualifié la Chine d'« *adversaire stratégique* » pendant sa campagne électorale, puis de « *concurrent stratégique* » une fois en poste à la Maison Blanche. La menace chinoise sert aussi de prétexte à une mobilisation militaire *high-tech* qui devrait porter le budget du Pentagone à 350 milliards de dollars par an en moyenne, soit plus que les budgets militaires de tous les « adversaires » potentiels des Etats-Unis réunis.

L'Asie constitue le futur centre des préoccupations stratégiques américaines. La forte croissance économique de la zone Asie implique une augmentation de sa consommation en énergie. En 1994, la consommation totale de pétrole des pays asiatiques est devenue équivalente à celle des Etats-Unis. L'Asie ne possède pas les ressources énergétiques suffisantes pour son développement. L'Asie dépend à plus 70% du Moyen Orient pour son approvisionnement et ce chiffre pourrait passer à 90% en 2015. Cette dépendance énergétique devrait rapprocher la Chine et le Moyen Orient. Pour écarter cette éventualité, les Etats-Unis devront contrôler directement ou indirectement l'Irak et l'Arabie Saoudite.

Il s'agit pour les Etats-Unis de pérenniser une stratégie de primauté qui a été définie en 1992 par le Pentagone, dans un rapport intitulé *Defense Policy Guidance 1992-1994* (DPG). Ce texte - écrit par Paul WOLFOWITZ et I. Lewis LIBBY, aujourd'hui respectivement secrétaire adjoint à la défense et conseiller aux questions de sécurité du vice-président, M. Dick CHENEY - recommandait d'« ***empêcher toute puissance hostile de dominer des régions dont les ressources lui permettraient d'accéder au statut de grande puissance, de décourager les pays industrialisés avancés de toute tentative visant à défier notre leadership ou à renverser l'ordre politique et économique établi, et prévenir l'émergence future de tout concurrent global*** ».

La « révolution dans les affaires militaires » (RMA) préconise le concept de « contrôle stratégique » pour les conflits du futur et une guerre centrée sur la maîtrise des hautes technologies. Le contrôle stratégique est obtenu par la puissance aérospatiale qui permet de connaître en permanence la situation des adversaires potentiels, leurs capacités militaires, leurs moyens économiques et industrielles. Les Etats-Unis veulent aussi maintenir leur hégémonie sur leurs principaux concurrents économiques : l'Union européenne et le Japon.

4. En guise de conclusions : les réponses américaines

Après que, le 31 août 1998, la Corée du Nord a réussi le lancement d'un missile de portée intermédiaire qui survole la partie septentrionale du Japon, **plus aucun politicien n'ose se déclarer hostile à un système qui pourrait sauver la vie des citoyens américains.** Le 17 mars 1999, le Congrès adopte le *National Missile Defense Act*, qui prévoit le déploiement d'un système de protection « *dès que ce sera techniquement possible* » et l'affectation d'un crédit supplémentaire de 6,6 milliards de dollars à ce programme. Pour l'administration américaine, le dispositif doit être en place en 2005, date à laquelle, selon les services de renseignement, la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran seront en mesure d'atteindre le territoire des États-Unis. Les « *rogue States* » sont le « ciment » qui va permettre d'établir une passerelle stratégique entre les classes dirigeantes russes et américaines, favorables à une alliance objective stratégique.

Les 400 millions d'habitants de l'Europe ne sont pas protégés pour la quatrième guerre mondiale. Pour Igor Bestuzhev-Lada, président de la Russian Futures Studies Academy, la quatrième guerre mondiale a commencé (la troisième étant la guerre froide, de 1946 à 1989). Cette guerre oppose le Sud au Nord. Le premier acte a été joué dans les années 1980 et 1990, en Yougoslavie, Israël, Tchétchénie..., et le deuxième acte vient de s'ouvrir avec la tragédie du 11 septembre 2001 et accentué par l'attentat suicide de Karachi du 8 mai 2002. Dans le troisième acte, des armes de destruction massive avec des vecteurs balistiques seront utilisées (nucléaires, chimiques, biologiques ou informatiques).

Les Européens ne se sentent pas concernés par la menace réelle provenant des missiles balistiques associés aux armes de destruction massive. L'Europe est complètement dépourvue de moyens face à la menace du XXI siècle. **Quant aux États européens, ils ne semblent pas être préoccupés par les nouvelles menaces qui pèsent sur leurs territoires. Ils n'étudient même pas la possibilité d'une reconstitution des alliances comme une intégration OTAN-défense européenne. Un bouclier antimissile pour l'Europe n'est même pas étudié (DBSE). Seul un projet de TMD européen est étudié.**

La France s'accroche au concept de la destruction mutuelle assurée (MAD) en oubliant qu'en stratégie il n'y a jamais rien de définitif. Malheureusement nos responsables politiques français ne voient dans une défense antimissile qu'un système concurrent de notre dissuasion nucléaire. La culture de la dissuasion nucléaire est si fortement ancrée, qu'elle s'est transformée en un dogme intangible. La France a même démantelé le plateau d'ALBION qui pouvait servir de base de lancement des ICBM contre des missiles balistiques ennemis. Pour la France, la défense antimissile apparaît comme un substitut inopportun et imparfait à la dissuasion nucléaire. La dissuasion nucléaire n'a pourtant aucun effet sur des dirigeants irrationnels. La dissuasion nucléaire est une construction psychologique qui ne marche que si l'on peut convaincre des dirigeants rationnels que l'on a la capacité de concrétiser la menace de représailles massives, ainsi que la détermination de passer à l'acte.

L'Europe et la France sont pourtant déjà sous la menace de certains Etats qui disposent de missiles balistiques de moyenne portée. L'Union Européenne s'est construite et développée depuis toujours sur une culture de temps de paix et une culture juridique. **Une Défense Balistique Stratégique Européenne (DBSE) transformera l'Union Européenne en un véritable acteur politico-stratégique.** Pour cela, l'Union Européenne doit accomplir une révolution culturelle majeure. Elle doit acquérir une culture politique du temps de crise. Il faut transformer l'UE en acteur stratégique. L'UE ne fonctionne pas avec des documents classifiés, mais en toute transparence. Tous les documents officiels sont accessibles. Compte tenu des différences de culture stratégique des quinze pays membres de l'UE, il sera très

difficile d'**élaborer une doctrine stratégique européenne**. Aucun des quinze états n'a le même rapport à la notion de puissance, ni le même rapport à la dissuasion nucléaire et ni les mêmes alliances militaires. Seules la France et la Grande-Bretagne ont une véritable culture stratégique leur permettant de gérer des crises mondiales. Les pays neutres craignent une véritable défense européenne. Les missions de Petersberg incluses dans les compétences légitimes de l'UE et les moyens militaires associés ne permettront que de gérer une crise type « Balkans » de 1990. En aucun cas, le territoire européen ne sera protégé face à l'évolution des nouvelles menaces. L'UE devra aussi revoir son processus de décision qui est actuellement fondé sur le consensus et pour les affaires militaires la décision d'utilisation se fait à l'unanimité. C'est impossible de gérer une crise grave à quinze, puis bientôt à vingt ou trente. L'Europe devra se doter aussi d'une agence européenne de renseignements militaires.

L'architecture de sécurité, fondée sur la négociation politique et le droit international, est remise en cause. Face à l'évolution des nouvelles menaces, l'UE ne pense qu'à réduire ses dépenses dans le domaine de la défense et d'accroître son retard par rapport aux Etats-Unis, qu'il s'agisse des capacités déployées pour la projection de force et les combats du XXI siècle. Il ne restera plus qu'une seule industrie de défense, l'américaine, si l'Europe renonce aux grands projets technologiques lui permettant d'assurer sa sécurité en toute autonomie. Les États-Unis possèdent déjà 80% du marché de l'armement européen.

L'Europe ne doit pas se contenter de produire des discours, de nouvelles institutions mais des capacités opérationnelles de défense du territoire européen. Pour le moment, on ne peut être que sceptique sur la volonté de l'UE de créer une capacité européenne militaire autonome qui interviendrait dans un conflit sans même avoir la possibilité de protéger ses forces de projection par une TMD.

Le président Bush souhaite l'implantation de systèmes antimissile pour couvrir les pays alliés en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, la *National Missile Defense* devenant *Allied Missile Defense*.

5. Bibliographie

- *U.S. Intelligence and the Soviet Strategic Threat*
Lawrence Freedman, Princeton University Press, 1986
- *Project Defender*
Congressional Research Service Report 87-6895, juillet 1987
- *Plan for Deployment of Theater and National Ballistic Missile Defenses*
Department of Defense, June 1992
- *The annual report to Congress on Foreign Missile Developments*
National Intelligence Community Report, March 1998
- *Peace and Security*
President Reagan, transcript of Television Address to the Nation
U.S. Department of State, Bureau of Public Affairs
Current Policy Series n° 472, mars 1983
- *National Missile Defense: Schedule and Technical Risks Represent Significant Development Challenges*
United States General Accounting Office. GAO/NSIAD-98-28, December 1997
- *Proliferation: Threat and response*
Office of the Secretary of Defense, Department of Defense, January 2001
- *A consensus on Missile Defense*
Ivo H. Daalder et Christopher Makins, Survival, vol. 43, N° 3, Autumn 2001
- *Deterrence and the ABM*
Robert A. Levine, World Policy Journal (source UMI) 10/2001
- *Letter from Dr. Theodore Postol, Professor of Science Technology, and National Security Studies Program, MIT, to Mr. John Podesta, White House Chief of Staff*
May 11, 2000
- *Atomic Audit*
Stephen Schwartz, ed., The Brookings Institution, 1999
- *From Nike-Zeus to Safeguard : U.S. Defenses Against ICBMs 1958-1976*
Union of Concerned Scientists, 1999
- *The Theory of Economic Development.*
Schumpeter, Joseph A. – Cambridge, MA: Harvard University Press. 1934
First published in German in 1911.
- *Capitalism, Socialism and Democracy*
Schumpeter, Joseph A. – New York: George Allen & Unwin. 1942
- *The Wealth of Nations*
Dr. Adam Smith – The Adam Smith Institute 2002
First published in 1776